

## « Atelier du Labo »

### **Monnaies territoriales : outil de développement? Peut-être, mais avec qui et comment?**

Le 10 mai 2012, 180 personnes d'horizons très divers (acteurs économiques, élus et techniciens de collectivités, enseignants, responsables associatifs, banques, institutions publiques ou « simples citoyens » mobilisés...) se sont retrouvés à l'Ecole des Mines de Nantes pour participer à la journée « Par ici la monnaie ! Monnaies territoriales : outil de développement? Peut-être, mais avec qui et comment? », organisée par la Chaire Développement Humain Durable & Territoires.

Le constat qui a motivé l'organisation de cette journée est le suivant : face aux crises écologique, sociale, économique et financière que nous traversons et qui sont profondément imbriquées, les monnaies sociales, complémentaires, territoriales apparaissent de plus en plus comme une piste sérieuse pour reconstruire, promouvoir, au niveau des territoires, un développement humain et durable. La monnaie, qui apparaît comme un élément-clé des dysfonctionnements du système, est alors repensée pour devenir un outil vecteur d'un autre modèle de développement, pour redonner du sens à nos activités humaines, au service d'un développement solidaire, ancré sur des valeurs humaines, écologiques et de justice sociale.

Ces monnaies sociales, complémentaires ou territoriales se multiplient en France et dans le monde. Mais au-delà d'une référence commune à l'échange monétaire, ces projets sont divers, tant dans leurs objectifs (développement économique, solidarité et lien social, consommation durable...), leur "architecture monétaire", que dans les moyens mobilisés et dans les démarches mises en place.

En effet, si la monnaie est avant tout un médium et un flux destiné à faciliter l'échange et l'activité entre les êtres humains, la question première est de définir la nature des échanges que l'on veut promouvoir : "quels échanges, pour quoi faire, entre qui et pour qui ?".

Dans cette diversité, les monnaies territoriales qui se donnent comme objectif d'impulser au niveau local, dans la réalité et le vécu de chacun, une transformation des pratiques de production, d'échanges et de consommation et de mettre en œuvre un nouveau modèle de développement constituent un réel enjeu. Elles nécessitent cependant une mobilisation multipartite et coopérative, tant pour définir le nouveau modèle de développement dont nous avons besoin, que pour réussir sa mise en œuvre.

L'objet de cette journée « Atelier du Labo » était alors de partager, à l'échelle de la région armoricaine, une culture commune sur les monnaies complémentaires et sur les monnaies territoriales en vue de contribuer au développement des initiatives. Se doter d'une culture commune, comprendre les mécanismes en jeu et apprendre des expériences en cours, et enfin débattre des objectifs, des conditions et des modalités de mise en œuvre d'une monnaie territoriale, afin de permettre à chaque participant d'alimenter par ses propositions les projets en cours et à venir.

Le programme de la journée est disponible sur le site de l'Ecole des Mines / CDHDT (<https://nte.gemtech.fr/campus/mod/resource/view.php?id=27914>). On y retrouvera en particulier tous les apports et interventions de la matinée : panorama des initiatives (raisons d'être et éléments clé de compréhension), témoignages internationaux, tour d'horizon des projets dans l'Ouest, présentation du projet porté par la Ville de Nantes, contributions de chercheurs, ...

Ces apports ont été suivis par un temps de travail en atelier, afin de permettre à chaque participant de débattre, pointer les éléments leur paraissant essentiels, proposer.

Ce texte s'attache à faire une synthèse de ces apports.



La réponse à cette question, débattue dans la majorité des groupes, insiste sur une monnaie permettant de redonner du sens à l'économie, de remettre l'humain au cœur de l'économie, favoriser l'économie sociale et solidaire, les échanges respectueux de l'humain et de l'environnement, dans une perspective de développement durable. Il s'agit de développer les circuits courts et les services de proximité, de mettre l'accent sur la qualité de vie, de promouvoir l'économie locale mais au sens qualitatif du terme.

Il s'agit également de développer une économie qui permette de répondre aux besoins locaux, de toute la population, y compris en permettant une meilleure accessibilité à certains biens et services aux personnes en situation difficile.

Pour certains, la valorisation du lien social, la possibilité de valorisation des actions solidaires et de services rendus entre citoyens, au-delà des échanges dans la sphère marchande, serait à creuser.

Enfin, la dimension éducative et sociale de la monnaie ne doit pas être oubliée : permettre à chacun de se réappropriier le sens des échanges, changer les comportements, partager un système de valeurs (garant y compris du maintien de la cohésion sociale en cas de crise).

### ***Une monnaie pour qui ?***

Dans un objectif de développement du territoire, la monnaie doit être accessible à tous, circuler le plus largement possible, (même si on peut penser le développement de la monnaie par étapes, en ciblant certains territoires pour le démarrage).

Cette ouverture concerne l'ensemble des citoyens / habitants du territoire (elle ne doit pas être ciblée vers un public ou une communauté), mais aussi les différentes catégories d'acteurs (citoyens, associations, entreprises, commerces et services publics municipaux). L'idée d'une monnaie pour tous est fortement partagée par les participants.

Cependant, les participants ont également soulevé la question d'un autre modèle de développement économique, durable, respectueux des humains et de l'environnement. Comment ces orientations doivent-elles jouer (ou pas) dans la définition du périmètre d'action de la monnaie, des acteurs intégrant les circuits d'échange ? La question d'une charte, d'un système d'adhésions à des valeurs communes, qui sous-tendent cet autre modèle de développement se pose alors, et fait débat !! Ce point doit être traité avec attention dans la construction du projet : l'adhésion à ces valeurs communes est nécessaire : mais la seule définition des objectifs et valeurs de la monnaie, accompagnée d'une libre adhésion, est-elle suffisante ? Une charte, ouverte, évolutive, accompagnatrice de l'amélioration des pratiques, n'est elle pas nécessaire ? Et comment prendre en compte ces valeurs sans restreindre l'utilisation de la monnaie ?

Enfin, une question récurrente, qui devra être traitée en tant que telle, concerne les populations les plus éloignées de ces questions, et en particulier les publics les plus précaires. En particulier sur la question de l'accessibilité à certains biens/services qui n'ont pas de revenu suffisant, sur l'intégration des chômeurs et précaires dans un dispositif non stigmatisant.

Mais la question se pose également pour ce qui concerne la mobilisation et la participation effective de tous les habitants (y compris dans la définition des valeurs communes et dans sa gouvernance), pour que la monnaie soit portée par les habitants eux-mêmes.

La dimension d'éducation populaire prend alors toute son importance, afin de mobiliser au-delà des convaincus, motiver, faire comprendre et concrétiser le concept, montrer l'intérêt individuel et collectif, sociétal.

***Une monnaie par qui ? Quels modes de participation des parties prenantes, quels modes de décision dans la conduite du projet ?***

L'ensemble des participants s'accorde sur la nécessité « impérative » d'une gouvernance basée sur des principes coopératifs/collaboratifs; d'un modèle qui permette d'associer toutes les parties prenantes du territoire / projet dans les décisions et la conduite du projet.

Un certain nombre d'idées ont été avancées par les participants, et peuvent servir de contribution à cette réflexion (institution régionale avec comité d'arbitrage élargi à toutes les parties prenantes, forme associative ou coopérative, sociocratie,...) mais toutes renvoient à une « gouvernance partagée », non réservée à des experts mais permettant à la pluralité des acteurs du territoire d'exprimer leurs intérêts et leurs besoins et de participer à l'outil de pilotage.

Enfin, tout en posant le principe et la pertinence d'une monnaie vecteur d'un autre modèle de développement territorial, les participants soulèvent la question de cette dimension territoriale : une monnaie de territoire n'aurait-elle pas tendance à accentuer (ou créer) le cloisonnement ? Comment communiquer alors avec les territoires voisins ? Comment concilier la diversité des monnaies locales avec une monnaie à caractère universel ?

Une des pistes soulevées est celle de penser le territoire non seulement en termes géographiques mais en termes de territoire d'idées, territoire d'éthiques partagés, et de créer un réseau d'expérience et de partage entre les différents projets qui se pose y compris la question de la connexion / conversion entre monnaies locales.